

apl

INFORMATIONS
REGIONALES

N° 7 / 22 NOV 77 **2F**

nantes

GREVE DU NETTOYAGE DES TRAINS

non aux conditions de travail
pénibles!
non aux licenciements!
non à la liquidation sommaire
du syndicat!

et aussi,
interview:
J.M. AYRAULT
maire de st herblain

SOMMAIRE

OUVRIERS

- Nettoyage des trains, en grève..... P. 3-5
- Interview délégué LAVING-GLACES..... P. 5-7
- DUBIGEON :
 - un échec en questions..... P. 7-9
 - revue de presse..... P. 10
 - paysans et Dubigeon..... P. 11
 - soutien à la Bugalière..... P. 12

INTERVIEW

Jean-Marc Ayrault..... P. 13-16

QUARTIER

Kerlédé : réponse des éducateurs..... P. 17-18

CINEMA

Harlan County..... P. 19-20

ARMEE

- Jo Cassard..... P. 20-21
- Larzac..... P. 21

INTERNATIONAL

- Klaus Croissant..... P. 22
- Chili..... P. 23

FEMMES

Les réunions du mois..... P. 24

CALENDRIER

MARDI 22 NOVEMBRE

18 H place du commerce, manif
en soutien à K. Croissant (voir P. 22)
20 H 30 : groupe femmes (P. 24)

MERCREDI 23 NOVEMBRE

18 H : groupe femmes (P. 24)
20 H 30 : ras le bol des grèves
de 24 H (voir page 22)

JEUDI 24 NOVEMBRE

20 H 30 : réunion publique
des C. C. A. (comité communistes pour l'au-
togestion) à la bourse du Travail CGT, 8
rue Arsène Leloup à Nantes. (avec M. FIANT)
20 H 30 : réunion sur l'APL et
l'information à la Fraternité protestante
(voir page 16)

VENREDI 25 NOVEMBRE

20 H 30 : groupe maternité
(voir page 24)
MJEP SAINT NAZAIRE : cinéma :
"Fleur du mal" de Feraldo.

SAMEDI 26 NOVEMBRE

MJEP SAINT NAZAIRE : ballets
sur des musiques classiques contemporai-
nes et folkloriques - compagnie D. BA-
FOUET.

LUNDI 28 NOVEMBRE

20 H 30 : coordination fem-
mes et groupe entreprise (voir P. 24)
20 H : réunion - campagne
contre les jouets guerriers (voir P. 21)

VENREDI 2 DECEMBRE

18 H : groupe viol (Voir P. 24)

VENREDI 9 DECEMBRE

Procès des renvoyeurs de
livrets militaires.

MARDI 29 NOVEMBRE

Commission femmes pour la
préparation du week-end en décembre
(voir page 24)

NETTOYAGE DES TRAINS EN GRÈVE DEPUIS UNE SEMAINE CONTRE UN LICENCIEMENT

Laving-glace est une entreprise sous-traitante de la SNCF qui s'occupe du nettoyage des wagons.

Suite au licenciement d'un travailleur la semaine dernière les travailleurs se sont mis en grève pour exiger sa réintégration.

LA LUTTE AU JOUR LE JOUR

MARDI MIDI

Un gars arrive au chantier, il a reçu une lettre qui lui demande de se présenter à la direction l'après-midi pour se voir signifier son licenciement (cause travail mal fait).

L'ensemble des employés se met immédiatement en grève, pendant que les délégués vont avec le gars voir la direction.

MARDI 14 H 30

Le patron arrive sur le chantier. Il essaie d'intimider le personnel qui refuse de reprendre le travail et le presse de questions.

Les délégués reviennent. La direction ne cède pas : la grève continue.

On prévient les gars qui nettoient les machines au Grand Blottereau ; ils arrêtent également.

Le contact est pris avec la CFDT cheminots.

MARDI 18 H

Un tract CFDT commun LAVING GLACE - cheminots est tiré. Il sera affiché le soir même et distribué aux grévistes.

Toute la nuit les gens resteront pour avertir l'équipe de nuit.

MERCREDI

A midi, le tract est distribué à la cantine. Les cheminots en discutent.

"C'est vrai que vous êtes sacrément exploités, c'est l'esclavage chez vous. De toutes façons, ne vous inquiétez pas, on ne fera pas le travail à votre place".

JEUDI

Le chef de dépôt veut faire

nettoyer des machines par les cheminots. Les grévistes y vont, accompagnés du secrétaire de l'UL : ils établissent un piquet de grève et demandent une entrevue au patron.

Arrivés devant son bureau, celui-ci déclare, méprisant : "ne rentrez pas ici, ce n'est pas une écurie ; de toutes façons, j'appelle la police".

Les cheminots le menacent de grève immédiate : il se calme.

Le soir, les grévistes bloquent le local du matériel à balais.

VENDREDI

Une dizaine de filles se sont fait embauchées par une annonce à l'ANPE apposée par LAVING-GLACES.

La maîtrise CGT reprend le travail.

La direction veut ouvertement casser la grève. Au cours d'une réunion avec l'inspection du travail, elle demande à l'inspection du travail le licenciement des deux délégués syndicaux pour cause d'atteinte au droit du travail !

L'après-midi, la continuation de la grève est votée à l'unanimité. On s'organise en roulement pour les piquets.

SAMEDI

La lutte continue...



La sous-traitance dans le nettoyage

SAFEN, LAVING-GLACES, FERRO-VIAIRE etc...

On dénombre sur Nantes 27 entreprises de nettoyage importantes !

Le marché est intéressant et la concurrence est vive.

Les grosses sociétés passent des marchés avec ces entreprises sur la base du plus offrant. Comme lors de la construction d'un chantier, ces sociétés font un appel d'offres.

La différence, c'est que là, le prix n'est pas dépendant du matériau, du genre de construction, de la rapidité (le travail se fait avec un tuyau, un balai, un aspirateur).

Non, le prix ne dépend que du degré d'exploitation des travailleurs.

C'est la boîte qui réussira le mieux à faire travailler les filles vite et bien pour le salaire le plus faible qui arrachera le contrat.

Cela n'incite pas ces boîtes à accpeter facilement les revendications des travailleurs.

Quand, en plus, ceux-ci réussissent à s'organiser comme au nettoyage wagons en section syndicale, c'en est trop.

Tous les moyens seront bons pour liquider cette section.

La journée d'une NETTOYEUSE

6 H 00 du soir. Il fait nuit.

Une fille en mobylette roule dans la zone industrielle.

Ce soir, elle va nattoyer les bureaux de deux ou trois usines. Quelle que soit la saleté laissée par les occupants, souvent des directeurs, sous-directeurs, chefs du personnel, etc... il faudra que le lendemain cela soit propre.



Sinon, la boîte réclamera et elle sera licenciée. Il y en a qui attendent à l'ANPE.

Elle travaille donc toujours seule. Souvent, elle doit traverser des ateliers, sans pouvoir allumer la lumière, au risque de tomber et de se blesser grièvement.

Personne ne sera là pour la

relever avant le lendemain matin.

Elle ne peut pas travailler dans la journée. Les bureaux son occupés.

Elle ne fait que 2 à 3 heures par jour, ce qui ne fait pas lourd à la fin du mois.

On lui propose alors de travailler le soir et le matin, pour se faire plus d'heures.

Le matin, ça veut dire se lever à 3 H pour commencer à 4 H alors que le soir elle s'est couchée à 11 H.

Il y en a peu qui tiennent le coup. Comme elles travaillent seules, elles sont isolées. On leur donne les clefs des bureaux, elles se débrouillent.

Pas facile dans ces conditions de s'organiser, de se syndiquer pour mener la lutte.

Le nettoyage à la SNCF

La SNCF a rapidement vu l'intérêt de remplacer son propre personnel de nettoyage (pourtant bien payé) par du personnel loué par l'intermédiaire de sociétés privées.

Ainsi, finies les charges sociales, finis les avantages acquis par quarante années de lutttes des cheminots.

Le travail est tout ce qu'il y a de plus ingrat. Il y a des équipes de jour (9 H - 17 H 30 avec ½ H pour manger), une équipe de nuit (21 H 30 - 5 H 30) et une équipe de matinée (à partir de 3 H).

Le travail consiste à nettoyer les rames voyageurs, les autorails et les locomotives (une équipe).

Il y a donc principalement des gars qui nettoient l'extérieur et des filles pour l'intérieur.

Pour l'extérieur, il faut tenir pendant 8 H un long balai le long duquel est accroché un tuyau.

C'est lourd et les wagons sont hauts (il n'y a pas de quai sur les voies de nettoyage).

Et il faut travailler sous le soleil toride l'été et qu'il gèle, qu'il pleuve ou qu'il vente l'hiver, toujours mouillés, toujours les pieds dans l'eau.

Pour les filles, c'est pas mieux. Il faut aller vite, la hiérarchie est là et le train attend pour repartir.

Prendre les bouteilles, les papiers, les cendres, nettoyer sous et sur les sièges, monter et descendre des wagons, c'est fatigant toute la journée !

L'avantage, c'est que tout le monde travaille ensemble, qu'on peut s'organiser, se battre.

On ne nettoie pas tout dans les wagons. Il y a les trains de prestige (Corail, Maine-Océan, etc...) qui sont lavés entièrement, régulièrement.

Par contre, sur les autorails, on ne nettoie que les portes d'entrée et les rambardes.

Pour les trains moins nobles (Nantes-Bordeaux...), on fait des passages rapides pour enlever les papiers et un léger coup de balai.

C'est souvent pour ça que dans ces trains, on trouve des chiottes sans eau, sans papier.....

encore un truc pour nous enfermer dans un role de femme d'intérieur!



INTERVIEW d'un délé-

gué syndical LAVING

GLACES

● Comment avez-vous monté la section CFDT ?

Cela faisait longtemps qu'on refusait les conditions de travail du nettoyage. Avant c'était l'entreprise LA FERROVIAIRE qui nous employait.

La convention collective n'était pas respectée, on n'avait ni ciré, ni bottes. Il fallait qu'on s'en procure nous-mêmes. En plus, on n'avait pas de pharmacie, le travail n'était

pas programmé etc...

Il y avait bien un syndicat, la CGT. Mais à la Ferroviaire, la CGT c'était uniquement la maîtrise, vendue au patron.

Jamais elle n'a fait quoi que ce soit sur les salaires, les conditions de travail etc...

On se posait la question d'un autre syndicat.

J'ai rencontré au début de l'année un camarade de la CFDT cheminot qui nous a encouragés et qui nous a mis en contact avec l'Union Locale, qui m'a désigné au patron comme délégué syndical.

Pour nous naturellement on n'a pas choisi entre CGT et CFDT, ce qu'on voulait c'est un syndicat pour nous défendre.

■ Comment ça s'est passé ensuite ?

Ensuite on a syndiqué en trois semaines 40 employés sur 70 (en comptant Saint Nazaire et le Croisic).

On a alors posé un cahier revendicatif. Au début, les revendications c'étaient juste le respect de la convention collective.

Le patron a refusé pour nous tester. On a fait une journée de grève, tous ensemble. Il a cédé sur les bottes, le ciré, la pharmacie, le panneau syndical.

■ Ensuite, il y a eu des élections ?

Il y a eu les élections en juin. Mais on s'est fait avoir.

Il y a eu des gars qui n'ont pas bien compris le système de scrutin et qui se sont trompés.

Finalement, ça a été annulé. Le patron croyait que pendant l'été, on se serait démobilisés. On a réussi en plein mois de juillet à faire grève pour embaucher du personnel. On a gagné. Ils ont embauché une dizaine de filles supplémentaires.

■ Et en octobre, il y a eu des nouvelles élections ?

En septembre. Là, on a pu présenter des listes plus complètes, plusieurs gars ayant maintenant leurs 6 mois d'ancienneté. La section CFDT a raflé tous les sièges... c'était une sacrée victoire !

■ Vous aviez surtout bien travaillé !

Oui, on était content parce qu'on prouve comme ça que faire du syndicalisme combattif, c'est encore possible, que mobiliser les travailleurs c'est possible même maintenant.

Les réunions syndicales on en a fait souvent, toutes les semaines, et avec entre 20 et 30 filles sur 50 à Nantes.

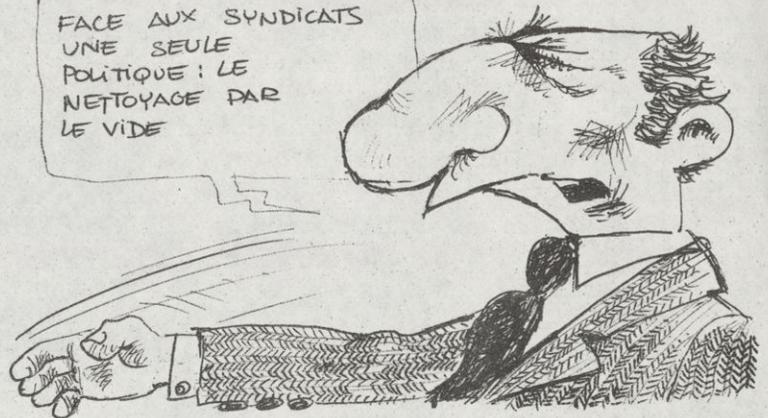
Pourtant, on faisait les réunions après le temps de travail, à 6 H du soir. Et les filles ont pourtant des gosses, des maris. Et je te promets, dans les réunions, ça discute : c'est souvent les délégués qui n'arrivent pas à placer un mot.

■ Maintenant que vous êtes avec une nouvelle boîte, LAVING - GLACES, c'est encore pire...

Depuis octobre, la SNCF a passé contrat avec LAVING - GLACES. La boîte est à l'essai pour trois mois.

Avec le nouveau patron, ça a été rapide : refus de négocier quoi que ce soit avec le syndicat, d'abord.

FACE AUX SYNDICATS
UNE SEULE
POLITIQUE : LE
NETTOYAGE PAR
LE VIDE



Ensuite, il a licencié l'un derrière l'autre quatre gars, sous prétexte qu'ils s'étaient battus sur le chantier.

On a eu beau voir l'inspecteur du travail, menacer de grève etc... Il n'a rien voulu savoir.

Ensuite, il nous a payé l'acompte avec des chèques en bois. Il a changé cinq fois de banque en deux mois.

Beaucoup de gars ont du courir pendant deux jours pour avoir leur acompte.

Maintenant, il licencie un gars sous prétexte qu'il fait mal son travail. Alors, là, on s'est tous mis en grève, jusqu'à sa réintégration.

- correspondance A. P. L. -

CFDT - LAVING - GLACES PAS UN SEUL LICENCIEMENT

Depuis que la société LAVING - GLACES a repris le marché du nettoyage des voitures voyageurs en gare de Nantes, on assiste à une offensive généralisée de la nouvelle direction contre les travailleurs en général et l'organisation syndicale C. F. D. T. en particulier.

C'est ainsi que :

- les changements de poste ;
- les changements d'horaires,
- les brimades incessantes ;
- les insultes des chefs envers

leurs employés ;
- les avertissements injustifiés,

deviennent monnaie courante dans l'entreprise.

Par contre, cette dernière se permet de payer certains d'entre eux avec des chèques sans provision !!! (ex : acompte de novembre).

Et maintenant, LAVING-GLACES licencié :

- d'abord un employé ayant plus de trois ans d'ancienneté est licencié sous des prétextes futiles ;
- aussitôt, par solidarité, tous les employés débrayent ;
- au cours de la discussion entre les patrons et les délégués ceux-ci apprennent que cinq d'entre eux sont sur les listes de licenciement.

LE BUT DE LA DIRECTION EST NET : éliminer tous les gens combattifs donc gênants et à travers eux démanteler l'organisation syndicale C.F.D.T. qui aux dernières élections professionnelles avait obtenu tous les sièges.

De plus, la direction SNCF essaye de briser cette grève en utilisant les agents SNCF tels que protecteurs agents du matériel etc... pour nettoyer les rames.

Le syndicat des cheminots CFDT de Nantes s'élève contre l'attitude de la direction SNCF et appelle tous les cheminots à soutenir l'action menée par nos camarades de LAVING-GLACES.

La CFDT demande la réintégration du camarade licencié et l'arrêt des manoeuvres d'intimidation de la direction de Laving-Glaces.

CHEMINOTS + EMPLOYES DE LAVING-GLACES

MEME COMBAT !!!!!

DUBIGEON :

un échec... en questions

Le travail a repris chez Dubigeon, où la CGT, pleine d'aplomb déclare à l'issue du comité d'entreprise, le 17 novembre : "nous réaffirmons notre volonté de voir engager des négociations sur l'ensemble du cahier des revendications intersyndicales".

Après l'échec cuisant de la grève - deux mois pour rien - c'est parler en l'air, le patron, seul, a les cartes en mains pour un moment.

Les revendications posées en début de conflit étaient, rappelons-le :

- pointage : retour à la formule précédente, matin et soir à l'entrée ;
- départs des anciens de 56 ans et 8 mois (conditions financières) ;
- annulation des déclassements ;
- indexation des salaires sur les indices syndicaux ;
- embauche des intérimaires dans l'entreprise ;
- rattrapage du pouvoir d'achat : prime de 250,00 F. ;

- retour aux 40 H sans perte de salaire ;

- et surtout : maintien de l'emploi dans la navale. Chaque syndicat ayant ses "solutions".

Aucune de ces revendications n'est satisfaite. C'est l'échec ouvrier le plus marquant depuis la grève des établissements Joseph Paris S. A. (charpentes métalliques), depuis 1968, et même avant.

Dubigeon, entreprise phare de l'action syndicale nantaise, était aussi, pendant tout le déroulement de la grève, une des rares boîtes françaises en conflit dur et prolongé, avec Montefibre dans les Vosges, et les caristes de Renault. Aucun de ces conflits n'a gagné.

Quelles sont les raisons ? Nous en avons discuté avec des travailleurs de Dubigeon, de toute appartenance politique et syndicale, également avec un des paysans ayant bien suivi le conflit et un militant de quartier.

Les points qui se dégagent sous forme de questions plus que de certitudes, sont les suivants :

CGT et CFDT sont deux forces presque égales dans l'usine, situation rare en France, et surtout dans la métallurgie, où, en général, la CGT est largement majoritaire.

La CFDT, même, est légèrement devant : ce qui entraîne une concurrence effrénée, la CGT et le PC, militants de l'entreprise en liaison directe avec Paris, dit-on, veulent absolument prendre le contrôle d'un des très rares bastions du mouvement ouvrier traditionnel où la CFDT, et ici, le PS, soient devant.

Quelques chiffres : en 1976, sur 2 400 travailleurs dans l'entreprise on pouvait évaluer la CFDT à quelque chose comme 800 adhérents (33 % du personnel), la CGT à 600 (25 %).

Aux dernières élections de délégués du personnel, les résultats étaient les suivants (en juin 77) :

- ouvriers et employés :
 - o CFDT : 771 voix , 51,2 %
 - o CGT : 735 voix - 48,8 %
- mensuels, maîtrise :
 - o CFDT : 347 voix - 60,07 %
 - o CGT : 178 voix - 30,56 %
- cadres, ingénieurs :
 - o CFDT : 33, voix - 33,67 %
 - o CGC ; 65 voix - 66 %

Environ 1 000 travailleurs de Dubigeon sont non syndiqués (taux de syndicalisation : 60 %, supérieur au taux national : 20 %).

Une partie des raisons du comportement syndical dans ce qu'il a de plus inerte, sont bien connues : absence de perspectives d'ensemble de lutte contre la crise, et l'oeil fixé sur la perspective électorale de 1978, en préservant d'ici là le calme et l'ordre social.

Dans le cas précis de Dubigeon presque aucune animation dans l'entreprise, pour les 1 000 travailleurs présents tous les matins, activité privilégiée : le volley-ball - démarrage tardif et mou des collectes (moins de 20 millions anciens en deux mois sur le département, les ACB, chantiers de Bretagne de Nantes 1 200 ouvriers où le travail de prise



en charge des collectes est effectué soigneusement par les délégués, donnent plus de 4 000 F, soit autant que les chantiers de l'Atlantique de Saint Nazaire (10 000 ouvriers)).

Sabotage du gala de soutien : 500 entrées payantes en plus des familles de Dubigeon. Etouffement des initiatives des femmes, de la Radio libre etc...

Deux points quand même à souligner particulièrement :

- PREMIER POINT : les deux syndicats n'ont pas la même position sur l'avenir de la Navale ; "contruire français" pour le PC et pour la CGT, diversification au moins partielle, dans le cadre du marché international pour la CFDT.

DEUXIEME POINT : la CGT s'est mise en position de déborder la CFDT à deux reprises : au lancement de la grève et à la fin.

- au lancement, quand les 150 ouvriers du transporteur de produits chimiques débrayent spontanément, font le tour de la boîte et provoquent un rassemblement général.

Là, l'intervention CFDT, qui met en garde contre le danger de s'engager dans un conflit long au mauvais moment, est copieusement sifflée.

La CGT qui n'ignore pas le problème, s'ute pourtant sur l'occasion, prend la parole, et pousse à fond.

C'est alle par la suite, qui freinera le plus les collectes, l'extension du mouvement sur Nantes, l'organisation des femmes, les actions dures en ville etc...

-La CGT se retrouvera en position de surenchère à la fin du conflit, quand la situation visiblement, est sans issue.

Voyant la CFDT pousser à fond pour la reprise(vote etc.) la CGT se permettra de finir "glorieusement" : refus du vote, refus de la reprise, puis reprise effective, mais en mettant tout sur le dos de la CFDT, et 1 H ½ après elle.

Concernant la CFDT, une question se pose à propos de son attitude en

fin du conflit.

En organisant un vote à bulletins secrets, sans la CGT, et surtout en appelant à la reprise sur la base de ce vote minoritaire (500 sur 2 400 pour la reprise), elle savait évidemment, qu'une colère anti-CFDT allait se développer dans la boîte, et qu'aussi une partie des militants et délégués CFDT pas d'accord pour cette liquidation autoritaire du conflit, seraient furieux.

Raison ? Une partie des adhérents CFDT sont des jaunes déclarés, participant au comité antigreviste avant la déroute de celui-ci.

Une autre partie, sans être vraiment des jaunes, sont des "grevistes mous" : l'assemblée des adhérents CFDT en fin de conflit, était plus favorable à la reprise que la réunion des délégués et militants.

Donc, une hypothèse : la CFDT qui veut absolument rester majoritaire chez Dubigeon, a préféré recoller avec les éléments les plus modérés de sa base et même avec une partie des jaunes, en se disant que de toutes façons, les adhérents CFDT combattifs, écoeurés par les magouillages en fin de grève, n'iraient jamais à la CGT.

Autre hypothèse : dans l'avant 78, la confédération CFDT jouerait la carte de la normalisation, décidant de mettre au pas les éléments déterminés de sa base, et les délégués contestataires, pour devenir enfin, un syndicat social-démocrate bon teint, relai du PS au gouvernement.

UN PIÈGE ?

SAVARY, PDG de Dubigeon, en installant les pendules pointeuses, sait qu'il provoque les ouvriers dont la journée de travail effectif est allongée d'une demi-heure à une heure, sans compensation.

On sait aussi que ces pendules et le processus d'intensification du travail qui va avec, n'ont aucun sens dans une boîte qui tourne au ralenti, sans commandes ou presque.

Alors, pourquoi ?

On peut se demander si le patronat, qui sait bien qu'une épreuve de force mûrit dans la navale européenne (on annonce le licenciement d'un ouvrier sur deux pour les années à venir), n'a pas voulu précipiter les choses, et attirer les ouvriers dans un conflit à

contre-temps.

C'est l'opinion d'un certain nombre de militants syndicaux CGT ou CFDT, de différentes entreprises, qui pensent que leurs camarades de Dubigeon ont foncé tête baissée dans le panneau, et qu'il fallait avoir le courage de dire aux travailleurs : "attendez, ce n'est pas le moment".

Par ailleurs, la grève de deux mois vient à point pour une entreprise qui, à court de commandes d'un trimestre sur l'autre, a besoin de gagner du temps.

Mais de toute façon, même dans le cas où le patron aurait effectivement tendu un piège, quel pouvait être, à ce moment là, la réaction des travailleurs et des organisations syndicales aux divers niveaux ?

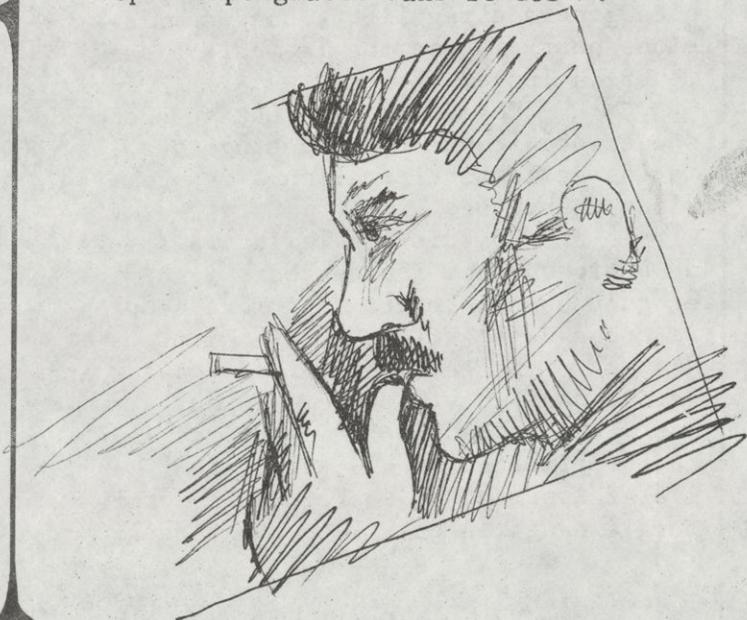
Un fait était créé : le débrayage général, spontané, du 8 septembre, et le lancement de la grève par la base, après 6 mois de ras-le-bol devant l'escalade des mesures patronales.

La position actuelle de l'Union Locale CFDT est la suivante : "on vous l'avait bien dit, dès le 10^{ème} jour on savait que ça se casserait la figure, la preuve".

Cette position, remarquons-le, n'est pas la même que celle, moins distante en apparence, de la CFDT Dubigeon et de l'Union Métaux.

En réalité, l'Union Locale n'at-elle pas joué très vite, le pourrissement du conflit, jouant la carte de la passivité, et contribuant en fait à l'échec qu'elle prétend avoir prévu ?

Les travailleurs CGT ou CFDT n'attendaient-ils pas autre chose que ce que nombre d'entre eux ont appelé : "des coups de poignards dans le dos" ?



DUBIGEON [suite] REVUE DE PRESSE



La grève de Dubigeon n'a pas eu un déroulement classique. Dès son début, les observateurs s'interrogeaient.

Ainsi, QUEST FRANCE DU 8 OCTOBRE 77

"On a peut-être trop vite dit que les syndicats de Dubigeon, animés par des "vétérans" de la sociale nantaise s'étaient fourvoyés dans une grève perdue d'avance.

"On a sans doute, au feu brûlant de la querelle PC - PS, trop lourdement insisté sur la politisation d'un conflit dont les motifs sont bien classiques.

"Il n'en reste pas moins vrai que le dénouement de cette grève apparaît problématique. Les revendications défendues par la CGT et la CFDT dépassent de beaucoup le cadre de l'entreprise et les solutions éventuelles ne sont sans doute pas dans la poche des patrons nantais."

Aujourd'hui, le doute n'est plus permis, la grève a été un échec total pour la classe ouvrière nantaise.

Les journaux d'extrême gauche tentent, tant bien que mal, d'en rechercher les raisons.

• D'abord, sur la conduite de l'action LE QUOTIDIEN DU PEUPLE DU 8 NOVEMBRE 1977 s'interroge :

"Peut-on rester mobilisés pendant plus de deux mois sans assemblée générale régulière, sans commissions pour discuter de la manière de mener la lutte?

"La seule perspective proposée étant la tenue d'un meeting tous les matins et la participation à des commissions techniques.

"On dit que les travailleurs de Dubigeon sont isolés. Mais il n'y a eu qu'une seule tract distribué depuis le début de l'action.

La lutte a fini par passer inaperçue dans la ville. Même là où la combativité est habituellement forte, aucune sollicitation n'a été faite. L'élargissement du conflit à la métallurgie nantaise et à l'ensemble de la

navale française n'a pas été véritablement envisagé.

Dans ces conditions, le vote proposé par la CFDT mercredi était faussé dès le départ".

Ensuite, sur l'ensemble des stratégies suivies par les syndicats, et les partis de gauche, les interrogations de LIBERATION DU 10 NOVEMBRE 1977 :

"La gauche la-dedans ? En Loire Atlantique c'est une particularité - CFDT et CGT sont presque deux forces égales. A Dubigeon même, la CFDT passe devant de justesse.

"Sur le plan politique, le PS solidement ancré dans la CFDT, réunit aujourd'hui dans ses meetings deux fois plus de monde que le PC.

"A Dubigeon toujours, les militants PC sont à peine plus nombreux que les ouvriers et employés PS.

"A la vérité, contrairement aux stratégies machiavéliques, facilement prêtées aux uns et aux autres, les gens de gauche ici sont complètement paumés.

"C'est ainsi qu'à la SNIAS de Bouguenais, le jour d'une action départementale CGT - CFDT de soutien à Dubigeon, la CGT fait voter le personnel contre l'action proposée (résultat du vote : 500 contre, 200 pour).

La CFDT sort seule avec 150 travailleurs dont la moitié des militants PC de l'entreprise, cégétistes en désaccord avec leur syndicat.

"A l'intérieur du PS c'est bien pareil : a Dubigeon une partie des militants n'a jamais cru à la grève, une autre partie a foncé dedans pour l'animer. A gauche, les cartes se redistribuent dans la confusion la plus totale. Il faut attendre".

- enquête A. P. L. -

LES PAYSANS ET DUBIGEON



Sous l'égide de la FDSEA, et des "Paysans Travailleurs" un certain nombre d'actions ont été menées par les agriculteurs en solidarité avec les travailleurs de Dubigeon.

A partir du vendredi 30 septembre, et plusieurs fois par semaine, des ventes sauvages ont eu lieu à l'intérieur du cantier (vente de légumes et de lait).

Le temps fort de ce soutien, "la journée paysanne" du 7 octobre, a permis, après la projection de films, une discussion entre 150 ouvriers et paysans avant une nouvelle vente directe.

Des paysans du canton de Couéron ont tiré avec nous un premier bilan de ces rencontres.

1° - LE SOUTIEN PAYSAN A-T-IL ETE ACCEPTE SANS PROBLEME PAR LES SYNDICATS OUVRIERS ?

"Oui, contrairement à ce qui s'est passé en 75. A l'époque, la CFDT avait posé à la CGT le problème du soutien des agriculteurs.

"Celle-ci avait refusé : "les paysans, ce n'est pas la même classe, ils sont plein de fric etc..."

"Cette année, la CGT a été tout de suite d'accord, la CFDT se chargeant des contacts".

2° - POURQUOI CETTE EVOLUTION ? Y A-T-IL EU DES CONTACTS EN DEHORS DE DUBIGEON ?

"Lors des luttes importantes, des dernières années, il y a eu des intersyndicales systématiques ouvriers / paysans. Le MODEF*, depuis deux ans, a fait un pas vers nous. On s'est affronté sur le nucléaire, mais il n'y a plus de rejet à priori"

* MODEF : mouvement d'organisation et de défense des exploitations familiales.

3° - COMMENT S'EST ORGANISE LE SOUTIEN PAYSAN ?

"Là-dessus, on doit faire notre auto-critique. On n'a pas élargi le soutien au-delà de quelques cantons :

Aigrefeuille - Montbert - Couéron - un peu le Loroux Bottereau et très peu la Chapelle sur Erdre où le soutien était très apolitique. Les discussions entre paysans étaient juste techniques : au téléphone, on disait : "tel canton, vous allez tel jour..." c'est tout.

Il y a eu un tract de popularisation CGT - CFDT en direction des paysans, mais il a finalement peu circulé.

"On avait pensé à populariser en organisant un débat ouvriers / paysans sur Couéron. Ca ne s'est jamais fait".

4° - LORS DES VENTES SAUVAGES, Y A-T-IL EU DES DISCUSSIONS ?

"A chaque fois, 20 ou 30 gars venaient discuter. D'autres venaient juste prendre des légumes et repartaient.

"Mais dans l'ensemble, les discussions ont été intéressantes ; supérieures à celle qui avaient eu lieu l'an dernier pendant la grève de Saunier Duval.

"On a eu un bon débat sur le foncier à la "journée paysanne" avec la projection du film "la reprise abusive"

"On a rediscuté avec des ouvriers habitant Vigneux avec qui on avait déjà établi des contacts sur le nucléaire. On a rencontré des gars de la CFDT qui se sentaient "baisés" : ils voyaient que les décisions n'étaient pas prises là. Par exemple, à peine le vote sur la reprise dépouillé, il était déjà analysé par les dirigeants à la radio... Les gars voulaient faire autre chose : à une cinquantaine, ils avaient envisagé de remorquer un bateau dans le centre de Nantes et ils nous ont contactés pour les tracteurs. Mais ils voulaient, avant toute action, en référer à l'intersyndicale..."

"On a aussi discuté avec des militants PC ou CGT qui comprenaient très bien la capitalisation des paysans et son ambiguïté".

5° - QUELLES IMPRESSIONS TIREZ-VOUS DU CONFLIT LUI-MEME ?

"Dès le départ, on a senti une divergence entre les syndicats, la

CGT disant à la CFDT : "C'est nous qui avons commencé, vous, vous êtes des bureaux, des mensuels, vous n'en avez rien à foutre des pointeuses..."

On voyait que le conflit serait long et sans solution, le patronat

jouant le pourrissement.

"On a finalement peu discuté du fond du problème : l'avenir de la navale.

Les gars ressentait plus le problème du pointage. On n'a pas senti, à part quelques affiches de la CFDT, qu'il s'agissait d'un combat pour la survie des chantiers.

enquête API

SOUTIEN DE LA BUGALLIÈRE

LA BUGALLIERE : à 3 km du Sillon de Bretagne, c'est 720 HLM style Chalandon (petites maisons individuelles vite construites).

Isolé de Nantes, ce quartier composé surtout de travailleurs à pourtant toujours eu une vie importante.

A la sixième semaine de grève de Dubigeon, sur une initiative de quelques militants, le soutien démarre : 15 personnes dont 7-8 de Dubigeon se réunissent et décident de faire une collecte sur le nouveau marché d'Orvault et dans le quartier. Un tract en plus est distribué.

La collecte sur le marché se fait dans une barque décorée de macarons Dubigeon.

L'ASF y participe, ayant décidé en même temps de démarrer un soutien financier ; 1 700 F. sont récoltés.

Le lendemain, sur le quartier, avec un mégaphone, une autre collecte récolte 4 000 F. Surprise ! Au total : 5 700 F., personne ne s'attendait à un chiffre aussi élevé !

Des militants de la Bugallière qui n'étaient pas vraiment à l'origine du soutien, se rendaient compte que trop longtemps "on y avait pas cru" alors que beaucoup de gens étaient prêts à soutenir activement.

Des suites sont immédiatement envisagées pour élargir le mouvement. Gala de soutien ? La deuxième réunion interviendra le lundi soir, veille de la reprise officielle, après que la CFDT ait appelé à reprendre.

Sur 23 gars présents, 15 de Dubigeon.

La discussion est animée, sur le conflit, sur le soutien qu'il faut ou qu'il ne faut pas développer suite à la reprise.

Sur le conflit, la discussion

est plus un échange de responsabilités entre la CGT et la CFDT, des militants CFDT reconnaissant l'ambiguïté de l'appel à la reprise de leur organisation, tout en signifiant à la CGT sa "molesse" au cours des actions ponctuelles décidées pendant deux mois.

Toutes les personnes, extérieures à Dubigeon, et présentes à la réunion, étaient d'accord pour continuer le soutien malgré la reprise.

Depuis quelques temps d'ailleurs la CSCV sur le quartier avait fait des démarches auprès des pouvoirs publics pour obtenir des reports d'échéances.

La CGT par contre, n'était pas chaude pour l'organisation d'un tel gala de soutien - sentait-elle que le contrôle politique du comité de soutien lui échappait ?

Finalement, décision fut prise d'organiser dans les semaines à venir une soirée sur l'emploi en liaison avec les petites boîtes d'Orvault qui licencient (Landais, Savem).

Le soutien à Dubigeon, à la Bugallière, même s'il n'a pas atteint le niveau de celui de la grève des postes en 74, a été important et a surpris jusqu'aux militants qui en temps ordinaire se mobilisent très vite.

Pessimiste, attentisme ?

Enquête API

JEAN-MARC AYRAULT (Conseiller Général - Maire de ST HERBLAIN)

Jean Marc AYRAULT fait partie de l'ERIS, courant interne du P. S., appelé parfois courant POPEREN.

Ce courant soutient en général la majorité du PS et Mitterand, et se distingue du CERES, bien qu'il affirme lui aussi peser pour une orientation "lutte de classes" à l'intérieur du PS.

C'est une alliance un peu curieuse, au niveau national, de Pierre Mauroy (ami de Chenard), de la tendance Rocard, et du CERES, qui a permis d'évincer, tout ce qu'il y a de plus antidémocratiquement, Jean Marc Ayrault de la candidature aux législatives de mars 78.

L'APL qui n'est liée à aucun des partis de la gauche, donne la parole aujourd'hui à Jean Marc Ayrault, comme nous l'avions donnée à André Tinière et à Alain Chenard en d'autres occasions.

L'entretien assez long a porté sur la gestion municipale de cette nouvelle équipe à Saint Herblain, et sur des problèmes politiques plus généraux.

Cette semaine J. M. Ayrault répondra à nos questions concernant les problèmes de l'Union de la Gauche et celles plus précises de l'information.

La semaine prochaine, on abordera les problèmes de la gestion municipale et des projets en cours...

APL : COMMENT SE VIT L'UNION DE LA GAUCHE A SAINT HERBLAIN ?

→ Ca se passe bien, mieux que ça ne s'est passé. De toute façon nous sommes nous socialistes, convaincus de la nécessité de l'Union de la Gauche à Saint Herblain.

Sans l'alliance des deux grands partis qui représentent les travailleurs, il n'y aura pas de changements possibles...

Aux municipales, on a fait un score inespéré... on a pensé qu'il était normal d'intégrer d'autres représentants qui acceptaient nos orientations fondamentales : 1 UDB, 2 radicaux de gauche...

Je regrette que les communistes n'aient pas cru devoir faire la

campagne avec nous.

Ils ont refusé de faire la campagne en commun (sauf une réunion) ...

Cela a parfois gêné la base communiste qui ne comprenait pas ce refus. Il y a eu quelques problèmes au moment de l'affaire de l'enseignement privé... mais franchement, c'est vivable.

APL : ET AU NIVEAU NATIONAL ?

→ C'est là qu'on se pose des questions sur l'Union de la Gauche. Car sur le plan national, on est devenu les pires droitiers socio-démocrates de toujours, mais il se trouve qu'à Saint Herblain on vit ensemble.

La question que se posent les gens : pourquoi dans une commune peut-on vivre ensemble et que sur le plan national, ça ne se passe pas ?

Je dis que c'est vraiment dramatique la façon dont ça se passe aujourd'hui sur le plan national, car les gens dans ce pays en ont marre, marre, mais marre de ce régime et je crois que cela n'a jamais été aussi fort...

Malheureusement actuellement, on est parti pour que ce changement ne se fasse pas et je pense que pour beaucoup de gens qui avaient mis leur espoir dans ce changement, il y a une très grande amertume, une grande déception, car ils ont l'impression qu'ils vont en prendre pour un bon bout de temps...

APL : QUEL TYPE D'INITIATIVES, DE SOLUTIONS ENVISAGEZ-VOUS PRENDRE A SAINT HERBLAIN EN DIRECTION DE L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS ?

→ Si tu veux, premièrement il faut informer la population de ce que nous sommes, nous les socialistes, ce que nous pensons...

Un tas de mensonges sont propagés aujourd'hui par le P. C... il faut expliquer que c'est faux et ce que nous faisons, nous à Saint Herblain, ce sont des débats, des ventes de "L'Unité" sur les marchés, aux sorties des

grands magasins, des discussions avec les gens...

Est-ce que le PC craint d'aller au pouvoir au pouvoir dans une période de crise ?... On sent bien que bon nombre de militants PC de base se posent eux-aussi des questions.

Alors, qu'est ce qu'on peut faire ? Nous demandons que se réunisse tout de suite, sans délai, sans préalable le comité de liaison de la gauche pour discuter des conditions de la reprise des négociations ; ce n'est pas la peine de se lancer des faux procès à la figure...

Apl : UN DIKTAT ! DECLARE MARCHAIS..

C'est quand même pas tellement le mot qui convient !... En 1972, j'estime que l'on était rendu moins loin à gauche dans le PS qu'aujourd'hui et pourtant en 72, on a signé le programme commun...

Je me demande si le PC ne préfère pas avoir comme allié un parti social-démocrate pur et mou, plutôt qu'un PS quidevient de plus en plus engagé dans l'action, c'est vraiment la question que je me pose...

Apl : ON VOUDRAIT TE POSER LA QUESTION A PROPOS DES INVESTITURES POUR LES LEGISLATIVES DECIDEES PAR LA CONVENTION NATIONALE du PS = le bureau fédéral avait décidé d'avaliser les votes de la base ; or il se trouve que ta candidature n'a pas été retenue par la convention. Comment fonctionne "la démocratie interne" dans le PS ?

Même si j'avais des choses à dire sur la décision qui a été prise, ce n'est pas la peine que je vous dise ce que j'en pense et ce que je ressens .. et personnellement, je suis obligé de me taire ; simplement, je vous dirais comment se déroule la désignation des candidats dans le PS (rappel : vote des militants de base dans les sections, puis commission exécutive du comité fédéral et convention nationale...)

Apl N'Y A-T-IL PAS EN LOIRE-ATLANTIQUE AU SEIN DES MILITANTS SOCIALISTES UNE OPPOSITION BEAUCOUP PLUS TRANCHÉE QU'AILLEURS entre la vieille SFIO et un nombre important de militants venus au PS à partir de luttes syndicales précises de la classe

ouvrière nantaise et aussi sur les bases d'une évolution de couches populaires qui étaient liées traditionnellement au gaullisme par le poids dominant de l'idéologie chrétienne. Est-ce que cette opposition peut caractériser le débat interne des militants socialistes en Loire Atlantique ?

Réponse : Je crois que dans ce département il y a deux grands courants dans la classe ouvrière aujourd'hui, qui ont des racines historiques.

1° - C'est le courant anarcho-syndicaliste de type libertaire qu'on retrouve un peu dans tous les syndicats et même la CGT est obligée d'en tenir compte dans le département et c'est pour cela qu'elle n'a jamais réussi à percer d'ailleurs.

2° - Il y a aussi la tradition chrétienne. Les ouvriers chrétiens et le basisme chrétien qui a des analogies avec l'anarcho-syndicalisme mais qui n'est pas la même branche puisqu'il y a dans le mouvement ouvrier la branche laïque et la branche chrétienne.

Aussi, sur le département on est très sensible à tout ces aspects de la démocratie, et sur les principes de la démocratie on y est extrêmement exigeant. Je crois que c'est ce que l'on constate partout (et aussi au sein du PS).

Le parti socialiste ici a une base très très basiste et très exigeante sur le plan de la démocratie, très critique, ce qui est positif mais ce n'est pas facile.

Je crois qu'en ce qui concerne le courant Rocardien eh bien, il a une base en Loire Atlantique et qui s'explique à mon avis de la façon suivante : les chrétiens qui se sont engagés à gauche, sont venus à la politique d'abord dans les années 60 (avec la guerre d'Algérie) et puis avec un moment d'apogée en 1968.

Eh bien ! ces chrétiens là en 1968 ils n'allaient pas à la SFIO, ils ne se reconnaissaient pas du tout dans son combat qui était tout à fait contraire à leurs options et ils ne voulaient pas aller non plus au PC.

Aussi, souvent, ils se retrouvaient au PSU mais comme la direction du PSU à ce moment là était un peu gauchiste dans son expression avec Michel Rocard, et bien ces gens là se sont retrouvés derrière M. Rocard et quand Rocard est venu au PS, il y sont venus eux

aussi avec lui. Mais moi je pense quand même que M. Rocard... je dirai peut-être un terme un peu dur, utilise cette base, cette sensibilité exigeante mais que lui en fait, est un technocrate gestionnaire moderne car effectivement les heures de gloire de la gestion à la Guy Mollet sont terminées complètement, finies et rejetées de tout le monde...

Il faut maintenant retrouver quelque chose de plus moderne et c'est vrai que M. Rocard exprime à sa manière ce courant moderne technocratique et gestionnaire ça c'est sûr... je crois que là dessus on est beaucoup à le penser au PS.

Mais enfin, ce courant existe, il existe au PS divers courants : des courants révolutionnaires plus sociaux-démocrates, mais il existe un courant gestionnaire moderne et ça M. Rocard en est la plus belle expression, il faut le reconnaître.

Quelle information locale ?

APL QUE PENSES-TU DU PROBLEME DE L'INFORMATION : "L'APL", "LA HUNE", "OUEST UNITE" ?

Je pense que tout parti doit essayer d'avoir son organe, son expression propre qu'il puisse publier ses positions officielles.

La Fédération de L. A. a décidé de créer, Ouest Unité, je crois qu'il faut continuer à la développer et surtout à l'améliorer.

Le dernier numéro me semble nettement meilleur puisqu'il est réalisé en collaboration avec une équipe de journalistes professionnels, c'est quand même mieux que réalisé uniquement par des militants, c'est très difficile d'avoir une qualité, même si les articles peuvent être très militants ; si on veut lui donner une audience très importante, il faut en prendre les moyens, alors je crois que là dessus il n'y a pas d'ambiguïté, le parti communiste a aussi son organe.

Tu as parlé d'un autre projet : "La Hune" ; effectivement je suis au courant et j'ajoute que c'était pas si simple que ça puisque l'APL est

également un hebdomadaire, qu'il est pas mal, qu'il a un certain style d'interventions militantes partant de certains faits dont on ne parle pas dans la presse ailleurs, un petit peu "Libération" sur le plan local.

Enfin, ce que je veux dire c'est que le nouveau projet de La Hune il ne passe pas, car il y a des difficultés de concurrence avec l'APL.

Il faut reconnaître que vous allez chasser sur le même terrain dans un premier temps.

APL CE QUI EST DIFFICILE A ADMETTRE C'EST QUE L'APL EXISTE DEPUIS UN CERTAIN TEMPS...

Vous n'avez pas été mis dans le coup. J'étais au courant aussi, j'en ai discuté avec deux journalistes qui vont travailler à LA HUNE et qui ont avoué effectivement bon, que c'était un projet à part.

Moi, j'ai dit d'abord que je suis pour un journal de parti parce que c'est important que les gens puissent savoir ce que sont les positions d'un parti, mais je suis pour également un journal pluraliste gauche qui permette la libre expression de diverses expériences et diverses opinions.

Un petit peu comme vous faites vous, je ne sais pas de quoi "La Hune" sera faite, mais un petit peu, je dirai moi, dans l'esprit de la librairie 71, je ne veux pas m'avancer dans les débats qu'il y a autour de la librairie 71, mais disons qu'à l'origine, c'était un peu l'expression de toute la gauche de la plus modérée jusqu'à la plus révolutionnaire, j'estime que la place doit exister pour un journal qui débattre et qui ne soit pas un journal composé de censeurs qui jugent un petit peu les autres "Vous n'êtes que des sociaux-démocrates ou vous n'êtes que des stali-niens" Non !

Un journal où il y ait vraiment débat.

Et je pense que la librairie 71, moi, à chaque fois que j'y suis allé, j'ai trouvé un bon accueil et j'ai pu voir des bouquins qui effectivement semblaient représenter un éventail assez large.

Mais enfin, j'arrête là ma comparaison, mais je pense qu'on pourrait trouver quelque chose. Est-ce que ça veut dire un nouvel organe qui supplémente ce qui existe déjà ?

Moi, ça ne me gênerait pas

que l'APL devienne cet organe ; il y aurait peut-etre des améliorations à apporter, un nouveau style à trouver j'en sais rien, mais moi, je considère qu'il y a ici une certaine expérience d'acquise et que c'est dommage étant donné qu'il n'y a pas tellement de moyens à ce niveau là à gauche (en hommes et en moyens financiers) c'est un petit peu dommage, comment dire, d'opposer des capacités ; c'est un petit peu la question que je me pose, c'est pourquoi moi, on m'a demandé si j'étais intéressé, je suis resté un petit peu sur la réserve étant donné les avis que j'ai pu entendre.

Apl RADIO LIBRE 44 QU'EST-CE QUE TU EN PENSES ?

A priori, ça me paraît bien mais je pose quand même une question, c'est peut-etre très théorique, mais actuellement il y a le monopole de la radion, télévision, monopole relatif étant donné qu'il y a des radios privées (radion d'Etat + 2 ou 3 radios privées), c'est vrai.

On en a discuté au PS, et on s'est dit qu'on n'a pas les moyens de créer un quotidien car créer un quotidien, c'est très bien, mais ça coute énormément cher et actuellement, on n'en a pas les moyens.

On s'est dit que peut-etre ce serait mieux...

On avait pensé à une radio "Radio PS" mais on a eu un tas de difficultés, juridiques, finalement on a abandonné le projet.

Mais en meme temps, on avait réfléchi au principe car si on demandait, puisque maintenant c'est un monopole, il était évident qu'on ne serait pas les seuls à obtenir cet accord et que d'autres groupements, d'autres partis, d'autres groupes d'intérêt auraient pu demander leur radio et avec des moyens financiers cent fois plus considérables que les nôtres.

On se pose la question : est-ce qu'il faut défendre le monopole pour éviter cela ? Ou au contraire, est-ce qu'il faut défendre entrer dans la bagarre en se disant après tout maintenant ? ?....

J'ai encore pas tout à fait tranché.

Ce qui est intéressant c'est que par exemple Radio Libre 44, je connais pas techniquement, je ne sais pas comment ils se sont débrouillés, mais c'est une sacrée aventure, il faut le

faire quand meme.

Ce ne doit pas être facile ! Simplement, ce que je trouve intéressant c'est qu'ils parlent là dedans de choses qui ne se disent nulle part ailleurs. Donc c'est sûr que ça répond à un besoin.

Ce que je pense, c'est qu'avec un gouvernement de gauche, les conditions de l'exploitation des moyens de l'audio-visuel seront quand meme différents et qu'on peut penser qu'il faut aller vers des radios décentralisées comme on propose la participation dans la gestion des villes, j'estime que pour les radios régionales par exemple, ou locales, il y ait aussi une participation des usagers.

Il y a eu une expérience à la Ville Neuve de Grenoble, là aussi, ce n'est pas si simple, car on avait pensé au départ que les habitants viendraient s'exprimeraient ainsi que les associations, mais finalement, au bout d'un certain temps, on s'aperçoit que les gens se lassent de cette télévision parce qu'elle est mauvaise, qu'elle n'est pas très agréable à regarder et finalement, il n'y a plus qu'un petit groupe de gens qui fait les émissions et qui monopolisent l'information.

Donc, il y a toujours ce risque de revenir à un monopole même dans les petites radios.

ENQUETE APL

(suite de cet interview la semaine prochaine)

REUNION SUR

Depuis trois semaines a commencé dans l'APL un débat à propos du nouvel hebdomadaire "La Hune".

Nous avons publié vos questions la réponse de "La Hune", et des lettres de lecteurs.

Nous avons dès le début voulu un débat très large et pour cela nous appelons à une réunion.

Cette réunion dépassera le problème de "La Hune" pour s'interroger sur le problème de "L'APL et l'information".

LE JEUDI 24 NOVEMBRE A 20 H 30 A LA FRA-TERNITE PROTESTANTE - 3 rue amiral Duchaffault.

L'INFORMATION

apl

KÉRLÉDÉ : (APL n. 4)

RÉPONSE DES ÉDUCATEURS :

Dans le département, c'est la deuxième grande affaire concernant les jeunes des quartiers populaires et leurs difficultés à vivre, qui passe en justice.

La première affaire concerne Léon, éducateur aux Dervallières à Nantes, qui emmenant des jeunes en week-end à Conquereuil avait laissé les filles et les garçons s'organiser et leur avait fourni des préservatifs.

Sur la sollicitant plainte d'un parent d'une des filles qui était à Conquereuil, Léon fut inculpé d'excitation de mineurs à la débauche.

Au procès de Léon, des jeunes sont venus soutenir les éducateurs malgré que ces jeunes pensaient eux mêmes : "Quand nous, on passe au Tribunal, y'a

pas tout le monde pour nous soutenir".

Dans cette deuxième affaire des jeunes revendiquaient le droit de voler pour manger et s'habiller, ils revendiquent de s'appropriier le centre social, ils revendiquent leur liberté sexuelle.

Pourquoi sur ces points, les jeunes ne sont-ils pas soutenus par aucun mouvement de travailleurs sociaux ?

Où sont donc tous ces cars venus de tant de villes pour soutenir l'affaire Léon ?

- Extrait d' 1'APL n° 4 - 3 novembre 77

mise au point

Suite à l'information sur "l'affaire de Kerléde" parue dans l'APL du 3 novembre 77, nous tenons à faire une mise au point sur cet article.

Car, si celui-ci rapporte le procès des jeunes de Kerléde, il règle aussi des comptes avec le comité de soutien à Léon Lanoë.

Dans le commentaire de l'APL, l'auteur regrette que les travailleurs sociaux ne se soient pas mobilisés comme ils l'avaient fait pour un des leurs.

Cette opinion nous semble relever de deux erreurs d'appréciation :

1 - la première consiste à considérer le corps des travailleurs sociaux comme un ensemble qui serait politiquement homogène ;

2 - la deuxième consiste à considérer les travailleurs sociaux comme des éléments particulièrement avancés, dans l'analyse politique de leur fonction et de la délinquance.

Pour ces différentes raisons, nous pensons que le parallèle fait par l'APL entre l'affaire de Léon et celle de Kerléde est complètement artificielle.

En ce qui concerne la délinquance des jeunes, nous rappelons que l'inter-syndicale CGT - CFDT des C. A. E. membre du comité de soutien à Léon Lanoë déclarait le 25 novembre 1976 dans un dossier largement diffusé au moment du licenciement de la totalité du personnel :

"Une coquette cité H. L. M. fleurie et vallonnée, se transforme petit à petit en foyer de délinquance. La population a vieilli. Les enfants ont grandi, les conditions de vie des couches populaires s'aggravent.

"Les jeunes ont devant eux un avenir tout tracé : être comme leurs parents des travailleurs exploités qui perdent leur vie à le gagner.

"La liberté des jeunes, elle est entre le chômage et la surexploitation.

"C'est la condition première de leur révolte. Ce que la bourgeoisie appelle la délinquance, c'est avant tout le refus de se soumettre à un ordre social qui les lamine.

"Ce n'est pas par vocation qu'on devient prolétaire. Parce que leurs parents ont été brisés par le système

les jeunes jugent qu'ils ont failli en acceptant leur propre oppression.

"Face à cette délinquance, les pouvoirs publics envoient des éducateurs.



"Du point de vue de ceux qui dirigent et qui pensent pour les autres, le travailleur social doit être l'agent d'intégration, celui qui ramène les délinquants à leur place de jeunes prolétaires.

"Il est l'instrument de remplacement des institutions défailtantes : l'école, l'Eglise, la famille, qui, à cause des crises qui les secouent, ont perdu leur puissance idéologique.

"Mais entre les aspirations des jeunes et la place que leur assigne la société, il y a une contradiction fondamentale.

" Placés au cœur de cette contradiction, les éducateurs sont amenés à choisir.

"La connaissance vécue des conditions de vie de la jeunesse populaire, les amènent à considérer ses aspirations comme légitimes, même si elles sont de fait, opposées à l'ordre établi et à la loi qui le garantit".

Nous voudrions rappeler ici que cette analyse est loin d'être celle de la totalité des travailleurs sociaux mais seulement d'une fraction d'entre eux.

On peut simplement dire que cette fraction, exactement comme dans d'autres secteurs de la petite bourgeoisie "chiens de garde", est décidée à retourner un certain nombre d'instruments et de situations contre le pouvoir.

Sans qu'il y ait à se leurrer sur l'étendue d'une telle marge de manoeuvre par rapport à la pratique professionnelle.

C'est pourquoi, à la place du petit commentaire de l'APL, nous aurions souhaité trouver une enquête complète auprès des jeunes, sur leur groupe, son histoire, ses difficultés et aussi ses contradictions.

(alors que l'APL en titrant de manière catégorique "LA délinquance une légitime défense" gomme toutes ses contradictions en l'assimilant arbitrairement à de la subversion).

PAR EXEMPLE : Qu'en est-il du bilan des démarches faites avant le procès (débat sur la délinquance, campagne de presse, lettres ouvertes, grève de la faim en prison) ?

• Sur quoi était fondé l'appui des syndicats, des organisations familiales et de l'adjoint au maire ?

• Le procès a-t-il été préparé et quelles formes de soutien ont été proposées ?

Voilà ce qu'aurait pu être l'article sur Kerlédé : article d'information contribuant au débat et à la compréhension de cette situation originale, alors qu'on a eu droit à trois pages insipides de compte-rendu juridique et deux petites phrases allusives et perfides en forme de conclusion.

- groupe de Nantes du C. N. T. S. -

(Collectif National de Travailleurs Sociaux)

Tous les travailleurs sociaux intéressés par ces questions peuvent prendre contact avec le CNTS :
9 rue de l'Hippodrome
44300 NANTES.

P.S. : des membres du groupe de Nantes du C.N.T.S., se proposent de faire une enquête sur l'affaire de Kerlédé.

Nous espérons un compte-rendu, prochainement dans l'A.P.L.

HARLAN COUNTY USA

Le Paradis américain, haut niveau de vie, etc.... n'existe pas pour tous. Les ouvriers (particulièrement dans les industries "archaïques") n'ont pas un véritable système de protection sociale (ni sécurité sociale, ni retraite) et ont un revenu bas, le S.M.I.C. américain est plus ou moins correspondant au notre.

Un mineur ayant largement dépassé l'âge de la retraite dit : "Je continue à travailler sinon, je n'aurais que les 150 dollars (700frs) par mois de la caisse de retraite...."

Un médecin raconte : "quand les mineurs sont atteints par l'anthracose (maladie pulmonaire) ils continuent de travailler jusqu'à ce qu'ils aient les poumons complètement foutus sinon, l'indemnité est dérisoire".

Lors d'une visite à New York, devant le siège de la société minière, un mineur déclare : "non, je ne suis pas remboursé pour les soins dentaires, et rien pour les congés maladies!..."

LA GREVE

Brookside, comté de Harlan dans le Kentucky, en 1973, les mineurs entreprennent une des plus longues grèves de l'histoire des U.S.A. - 13 mois de lutte, 13 mois d'affrontements violents - filmée en direct par Barbara Kopple et son équipe de femmes, présentes avec caméras et magnétos dès le premier jour de la grève.

LE FILM

Elle explique : "Je n'étais pas allée dans le Kentucky pour tourner un film, mais pour suivre les réélections dans le syndicat de mineurs l'U.M.W..... des syndicalistes de la base proposaient des réformes et tentaient de se faire élire à la présidence du syndicat". Or à cette période, les mineurs de "Harlan County" décident de se syndiquer et de faire appliquer le contrat "U.M.W." par le patron, celui-ci refuse, c'est la grève.



"La 1ère semaine, les mineurs et leur famille se montrèrent méfiants vis-à-vis de nous, ensuite ils nous demandent de revenir.... Les conditions de tournage ont été particulièrement difficiles, notre équipe a été menacée. Un matin nous avons été attaquées près du piquet de grève, nous avons dû rester constamment armées, même pour aller aux toilettes".

LES FEMMES - LA VIOLENCE

Une nuit, une famille de militants syndicaux est attaquée : on tire à balles sur leur maison....

Les jaunes, chaque jour, tentent d'imposer la terreur et de briser la détermination des grévistes. Au début ils se montrent avec des revolvers, des fusils, puis des mitraillettes. Vers la fin de la grève, un ouvrier tombe sous les balles des tueurs du patronat.

Face à cela, des débats ont lieu : des mineurs, des femmes parlent de l'autodéfense, de la peur quotidienne, de la prise en charge élargie du piquet de grève.



Les femmes, réunies en un club, soutiennent la grève depuis le début. Mais leur soutien s'inscrit de plein pied dans l'histoire de la lutte, elles interviennent au cours d'assemblées des mineurs pour renforcer la combativité, trouver un nouveau mode d'intervention du piquet de grève, elles

face aux tueurs du patronat, le piquet de grève s'arme.

Harlan County (suite)

sont en première ligne et n'hésitent pas à s'allonger sur la route devant les voitures des jaunes, ce qui leur vaudra de se faire condamner à des peines de prison.

Activement solidaires de leurs maris, les femmes de mineurs jouent un rôle essentiel. Femmes, filles, veuves de mineurs, parlent de la/leur lutte. Au 6ème mois de la grève, alors que la situation se dégrade, elles décident de renforcer le piquet (réduit à 6 mineurs par décision de justice). Elles le disent clairement, il s'agit alors "de passer outre la légalité et d'opposer la violence des grévistes à la violence patronale..." "il faut répondre au feu par le feu".

Ce sont des mineurs, des femmes et filles de mineurs qui a composé les chansons du film. Elles expriment la dureté de la vie des mineurs, leurs luttes, leurs espoirs. On retrouve dans ces chansons, un moyen d'expression privilégié des travailleurs, pour dire leurs combats (tel que l'a fait à son époque Woodie Guthrie) expression directe, chronique sociale, tableau de la lutte de classe, mémoire de

l'histoire du mouvement ouvrier.

ROLE DES SYNDICATS

Une critique au film : si celui-ci montre bien la corruption et la pourriture des anciens dirigeants syndicaux, qui n'hésitent pas à abattre un candidat aux élections internes, ainsi que toute sa famille, le film idéalise peut-être trop la nouvelle équipe dirigeante, qui bien que plus proche de la base et respectant un minimum la démocratie, n'hésite pas à donner sa signature a un "contrat" qui comporte l'interdiction du droit de grève.

UN FILM A VOIR

en fait, si on parle de ce film, c'est que nous avons vraiment envie que vous alliez le voir..... n'hésitez pas.

CORRESPONDANTS APL.

CHRONIQUE DE LA JUSTICE KAKI :

JO CASSARD : 10 MOIS AVEC SURSIS



HISTORIQUE

Insoumis depuis le 6 avril 77, Jo CASSARD se faisait arrêter lors d'un contrôle routier, le 28 mai. Il entamait aussitôt une grève de la faim pour protester contre son incarcération.

Etant considéré comme soldat, on lui demandait de revêtir l'uniforme qu'il refusait. Par la suite, il était présenté à un psychiatre militaire qui, devant son silence, le déclarait "hystéro-paranoïaque",... sans toutefois le réformer.

Aujourd'hui, 18 novembre 77, Jo CASSARD PASSE EN JUGEMENT au Tribunal permanent des Forces Armées de Rennes pour les délits :

- d'insoumission en temps de paix,

■ de refus d'obéissance.

Il risque deux ans de prison. pour un délit d'opinion!....

LE PROCÈS

JO CASSARD : 15 MOIS AVEC SURSIS

Jo CASSARD, insoumis, comparait vendredi 18 novembre devant le T.P.F.A. de Rennes.

Comme à l'accoutumée, le public était filtré et 5 personnes seulement ont pu pénétrer dans l'intimité

JO CASSARD suite

du T.P.F.A., et comme de bien entendu, on pouvait comparer les différentes casquettes des corps de répression : militaires, C.R.S., gendarmes, juges, renseignements généraux, gardes mobiles en tenue de combat.

A l'extérieur du tribunal, une centaine de personnes gonflaient de beaux ballons multicolores de Jo, (nouvelle alternative au silence des médias!)... écoutaient des sketches sur la psychiatrie militaire et informaient la population passante.

A l'intérieur, Jo, après avoir répondu à la déclaration d'identité, refusait de collaborer avec la justice d'exception qu'est le T.P.F.A., et se taisait. Son avocate présentait la lettre de la Ligue des Droits de l'Homme de Nantes. Cette lettre expliquait la Convention Européenne des Droits de l'Homme, reconnaissant à tout individu le droit à l'objection de conscience, et demandait son application. Le Commissaire du Gouvernement, après avoir donné le rapport psychiatrique de Jo : sujet hystéro-paranoïaque, infantile, etc....., réclamait une peine de 15 mois de prison dont une partie ferme.

Le Tribunal rendait le ver-

dict : 15 mois de prison avec sursis, ce qui provoquait une joie mitigée, Jo n'étant que réformé provisoire et trainant maintenant 15 mois derrière lui. En solidarité, 15 livret militaires ont été remis au président du tribunal.

Alors une manifestation de condamnés, plus de 200 personnes, s'organise en file indienne, les mains derrière la nuque, et se dirige vers la caserne Foch en passant par le Centre ville. A la caserne, elle trouve grille fermée et de nouveaux képis. Tous les ballons sont lâchés et s'élèvent ensemble, mais une affiche malicieuse, soutenue par quelques ballons, se glisse dans la caserne et se balance au-dessus des képis. Puis, un mini-T.P.F.A. de bois est brûlé, accompagné par la gavotte de la justice militaire : "A BAS LA JUSTICE MILITAIRE".

La manifestation se disperse vers midi, en prenant rendez-vous pour les nombreux procès de renvoyeurs de livrets militaires qui commencent le 3 décembre à Nantes. A bientôt.

G.R.I.M.

Groupe de Résistance et d'Information
à la Militarisation 57, rue des
Hauts Pavés 44000 NANTES

JOUETS GUERRIERS COMMUNIQUÉ

Une réunion pour toute personne et organisation, aura lieu le lundi 28 novembre 1977, au 40 rue Jean Jaurès à Rezé, à 20h. (au fond à droite, salle du bas)

But de la réunion : organiser les actions pour la "campagne" contre les jouets guerriers et sexistes, début décembre.

En gros, pour les personnes non informées, la "campagne" consiste en une distribution de tracts, dans les grandes surfaces de vente, plus collage d'affiches, et enfin manif "douce", le 17 décembre, place du Change, s'il n'y a pas trop de flics.

G.R.I.M. M.A.N.
G.A.N. M.I.B.

LARZAC

PROPOSITION D'UNE SEMAINE D'ACTION DU 14 AU 21 JANVIER

Compte-rendu de la réunion tenue le 30 octobre à Montredon, Plateau du Larzac, à l'appel des Paysans du Larzac et des Comités Larzac.

Nous proposons une journée ou une semaine d'action, suivant les possibilités locales, du 14 au 21 janvier, ayant pour axe principal :

- Pour l'Expression et le Renforcement des luttes,
- Après, comme avant les Elections nous ne pouvons compter que sur nos luttes.

Au cours de cette semaine, diverses formes d'action, de mobilisation, d'agitation, d'explication pourront être envisagées, en fonction de la

force des mouvements et comités présents localement, des luttes les plus importantes régionalement. On peut envisager des discussions, des meetings, des interventions de rue, sur les marchés, sur les panneaux syndicaux, des actions spectaculaires, des radios pirates, etc.....

Dans ce but, nous proposons que se tiennent des réunions par ville

ou par quartier, à l'initiative d'un ou plusieurs comités ou mouvements de masse. Là où il existent, les comités Larzac prendront cette initiative.

Coordination des Comités Larzac :
Coopérative Agricole,
rue de Glossop
12100 MILLAU

EXTRADITION CROISSANT

REACTIONS À CAMUS :

JEUDI 17 NOVEMBRE : Assemblée générale faite par les élèves puis réunion pour profs.

CAUSE : protestation contre l'extradition de Croissant et ses implications.

ACTION DES PROFS :

Discussion en salle des profs :
- la majorité décide de protester ; envoi d'un télégramme au ministère de la justice en attendant de contacter les collègues des autres bahuts pour une lutte active (et des syndicats).

- 6 professeurs décident une grève symbolique et suspendent leurs cours.

REACTION LYCEENNE

A 10 H : A. G. une cinquantaine d'élèves débrayent ; discussion plus information auprès des élèves en cours avec l'approbation de leurs profs.

Dans l'après-midi, prise de contact avec d'autres bahuts ce qui se traduit par un mouvement similaire à la Colinière, le vendredi.

PRISE DE CONSCIENCE DES GENS AU LYCEE

- violation du droit d'asile politique ;
- exemple de magistrature au service du pouvoir ;
- le gouvernement français par cette mesure d'extradition appuie les droits de la défense fabouée en Allemagne.

Cette prise de conscience doit aboutir à un mouvement de protestation réunissant tous les individus qui ne peuvent tolérer cette manoeuvre contraire aux principes démocratiques.

enseignants [grèves de 24h...] ras le bol !!!

Le 1er décembre, grève unitaire CGT, CFTD, FEN.

Ceux qui en ont ras le bol des grèves de 24 H sont invités à se réunir à Nantes, le mercredi 23 novembre à 20 H 30 à la Fraternité Protestante, 3 rue Amiral Duchaffault.

- A SAINT NAZAIRE le mercredi 23 novembre à 20 H 30 à la Fraternité rue Ile de France, pour en discuter ensemble.

(J. C. CEBULA (CES) - G. COHN (lycée)
J. COHN (CET) - R. DESMAS (primaire)

MANIFESTATION

MANIFESTATION contre l'extradition de KLAUS CROISSANT le mardi 22 novembre à 18 Heures Place du Commerce.

Cette manifestation est appelée par la L. C. R., l'O. C. T., les C. C. A. et soutenue par des inorganisés désireux de participer à une riposte contre l'extradition de Croissant.

CHILI :

Nous venons de recevoir de SANTIAGO l'information suivante, concernant un prisonnier incarcéré à la prison civile de Santiago.

ARTURA VILLABE ARAUJO, carte d'identité n° 466 279, de Valparaiso, né le 10 novembre 1944, père d'un garçon de six ans, ingénieur, membre du bureau politique du MIR.

Il a été arrêté le 29 mars 1974 par le Service d'Intelligence de l'Armée de l'Zir, au cours d'une fusillade où il a reçu 12 balles. Après avoir été une année mis au secret et subi de graves tortures, il a été condamné à 15 ans de prison.

Son état de santé actuel est très mauvais : ses blessures, aggravées par les tortures, n'ont jamais pu être soignées et se sont infectées.

Le 29 aout, il a été transporté à l'hôpital du pénitencier de Santiago, mais l'installation médicale y est nettement insuffisante.

L'aggravation de son état nécessiterait son transfert immédiat dans un centre médical approprié, ce qui lui a été refusé jusqu'ici, sous prétexte "d'éviter une fugue".

L'intervention de la Croix Rouge internationale n'a pas été prise en considération par les autorités chiliennes, qui ne veulent ni le laisser sortir du Chili, ni le faire soigner, mais cherchent vraisemblablement à le laisser mourir en prison.

appel urgent - appel urgent - appel urgent - appel urgent - appel

Il nous est demandé de tout faire pour sauver la vie d'ARTURA VILLABE-LA.

Ecrivez aux autorités chiliennes et aux organisations internationales (adresses ci-dessous) pour leur demander de le laisser sortir du Chili afin qu'il reçoive à l'étranger l'assistance médicale nécessaire.

- ONU : commissio des droits de l'homme Palais des Nations, avenue de la Paix 8 - 14 1211 GENEVE
- Comité international de la Croix rouge avenue de la paix 7 - 1211 GENEVE
- Sede Naciones Unidas Calle Hammersjolt s/n Santiago CHILI
- résidence du Représentant des Nations Unies Tél : 48 13 32 santiago

(il est possible d'encourager directement les personnes qui manifestent aux Nations Unies avec des télégrammes et appels téléphoniques urgents).

- Senor Ministro del interior Edificio Diego Portales SANTIAGO
- General Augusto Pinochet - Edificio Diego Portales SANTIAGO
- Senora Monica Madariaga Gutierrez Ministerio de Justicia Agustinas 1401 SANTIAGO CHILI
- Senor Director Penitenciera Avenida Pedro Montt SANTIAGO CHILI

alternative à

Lors de la journée du 12 novembre 1977, "Rencontre du Réseau National d'Alternative à la Psychiatrie" (PARIS) se sont dégagés le désir et le besoin de pouvoir recenser localement et régionalement les tentatives d'alternative, non seulement en ce qui concerne ce qui touche à la maladie mentale, mais aussi dans d'autres domaines...

Nous proposons un rassemblement pour constituer (entre autres) une cartographie de ces expériences, le SAMEDI 26 NOVEMBRE A 14 HEURES PRECISES AU CENTRE JEAN MACE (premier étage) rue du Préfet Bonnefoy à NANTES.

...la psychiatrie



SOS azertyuiop

+

L'APL recherche à nouveau des dactylos ; les dactylos actuelles sont débordées ; un copain voulait venir, qu'il nous refasse signe.

Le dessinateur ~~et~~ n'arrive plus à fournir, n'hésitez pas, envoyez des dessins avec vos textes, des propositions (même non dessinées) et venez dessiner.

SOS petits mickeys





L'Assemblée Générale Coordination du mardi 15 novembre a décidé la préparation d'un week-end en décembre, de débats / études à propos du Mouvement des femmes à Nantes.

Dans cette perspective, on appelle à une commission qui se réunira LE MARDI 29 NOVEMBRE A 20 H 30, à la Fraternité Protestante.

Ordre du jour proposé :

- devenir du Mouvement ? Son autonomie ? Sa pratique ?
- le local ?
- problèmes de l'engagement dans un Mouvement de femmes : motivations personnelles et pratiques collectives ;
- fonctionnement interne et liaison : la coordination ?
- etc...

Le week-end aura lieu les 17/18 DECEMBRE, participation approximative aux frais : 45 F. par jour, tout compris. On va essayer de trouver moins cher. Pour s'inscrire, envoyer nom et adresse chez Renée Livet, 14 place Viarme avant le 29 novembre.

AU MENU DES SEMAINES A VENIR

MARDI 22 NOVEMBRE A 20 H 30

- groupe enseignement primaire ;
- groupe santé
- groupe femmes chomeuses.

MERCREDI 23 NOVEMBRE 18 H

- groupe avortement contraception ;

VENDREDI 25 NOVEMBRE 20 H 30

- groupe maternité, troisième réunion : possibilités d'action (film, constitution d'un dossier) - mixité ou non du groupe - téléphoner au 46.42.44.

LUNDI 28 NOVEMBRE 20 H 30 à la Frat.

La coordination des femmes groupe entreprise décidée à la coordination des femmes du 20 octobre, qui devait avoir lieu le 17 novembre ne s'est pas tenue ; nous n'étions que quatre. Nous proposons donc une prochaine date (voir ci-dessus).

Pour tous renseignements concernant les réunions des 22, 23, et 25 novembre, s'adresser à Renée LIVET, 14 place Viarme à Nantes.

VENDREDI 2 DECEMBRE 18 H

Groupe viol.

MARDI 13 DECEMBRE 20 H 30

Coordination des groupes femmes quartiers.

MERCREDI 14 DECEMBRE 19 H 30

Réunion groupes femmes quartier nord.

(pour ces deux dernières réunions, s'adresser au Centre social du Bout des Landes, pour tous renseignements)